Supplément au numéro 1162 de
l'hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
MAI 1999

Edition locale gratuite
réalisée par
l'Union locale lilloise de la
Fédération anarchiste

ISSN 0026-9423

le monde libertaire

Métropole lilloise - Spécial Marches européennes et G8 de Cologne

POUR DES SERVICES PUBLICS GRATUITS, AUTOGÉRÉS ET LIBERTAIRES

EAU, TRANSPORTS, SANTÉ, ÉDUCATION, LOGEMENT, culture, système bancaire, etc. Si la notion de service public est au cœur des principales luttes de ces dernières années (depuis novembre-décembre 1995), c'est bien parce qu'elle est porteuse d'égalité sociale, n'en déplaise aux bourreurs de crânes du libéralisme.

Dans une civilisation qui se dit évoluée, les services aux publics (donc non marchands, universels, d'accès libre) sont un droit inaliénable. Ils garantissent l'égalité des citoyens et sont facteurs d'entraide sociale. Ils touchent toutes les activités indispensables à la vie en société : l'éducation, le logement, la santé, les transports, l'accès aux communications, mais aussi la gestion de la ville (au sens large), la gestion des ressources naturelles, la distribution alimentaire, de l'énergie, etc.

La fin des services publics ?

Pour les anarchistes, la différence entre État et service public est fondamentale. Ce n'est pas la qualité du « propriétaire » qui nous importe (capitaux privés ou d'État), mais la fonction d'utilité sociale pour la population. Aussi, si nous combattons la privatisation ou l'introduction du capitalisme dans le secteur public, nous ne menons pas pour autant une campagne pour la re-nationalisation de ces services. Nous prônons la socialisation des moyens de production, donc du service public.

Un service peut très bien être détenu par l'État (ou une collectivité locale) et se donner comme objectif de fonctionner selon les critères d'une entreprise privée : faire des profits, c'est-à-dire mettre en avant la rentabilité financière sous couvert de modernisation. Nous n'en connaissons que trop d'exemples, de la Poste aux Universités ! Ce n'est plus un cas d'école, mais déjà la réalité : combien de dirigeants des services publics tentent-ils des opérations marketing vers des usagers renommés « clients » ? On parle alors « d'écoute du client » mais en ne prenant en compte que les consommateurs rentables. La logique gouvernementale est d'imposer la rentabilité financière aux services publics, de faire payer le citoyen et d'imposer aux salariés une remise en cause de leurs conditions de travail.

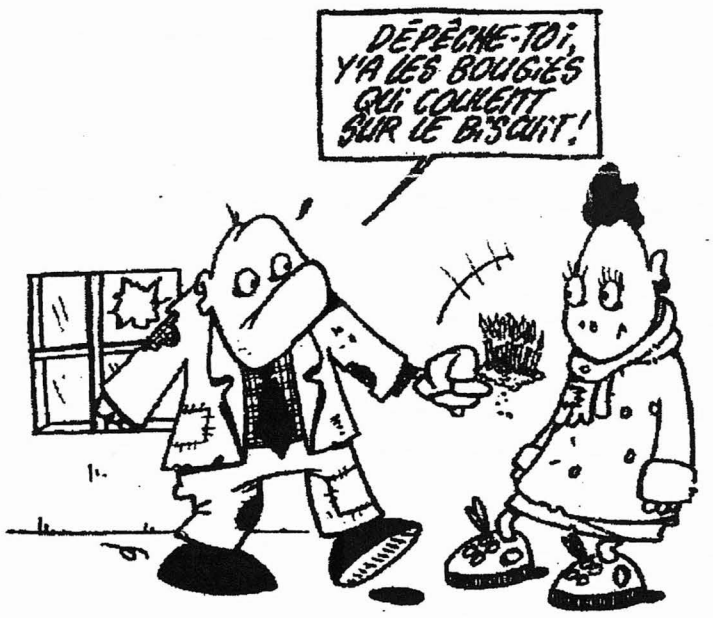
Notre volonté et de mettre le citoyen au centre des préoccupations du secteur public afin de définir son action en fonction de nos besoins et non de ceux du capitalisme ni de l'État.À la question : « quelle est la revendication immédiate qui permet de donner un sens libertaire au service public ? », la réponse est rapide et claire : la gratuité. Les anarchistes le disent depuis le début, il n'y a pas de liberté pour les individus sans égalité. Il n'y a pas non plus d'égalité des droits sans égalité sociale.

L'égalité, c'est la gratuité

Or dans le cadre du système capitaliste, la gratuité est la seule garantie d'égalité. C'est donc à nous d'imposer aux principaux bénéficiaires du capitalisme qu'ils payent pour tous les usagers l'eau, l'éducation, la santé, les transports publics, les télécommunications... Déjà aux États-Unis les télécoms offrent la communication « locale » gratuite. Le gouvernement Italien a mis ce point à l'ordre du jour. Qu'attend France-Télécom ? Comme d'habitude, cet ancien service public s'occupe plutôt de ses gros clients (les entreprises - Intranet - et les communes), et non des usagers. Les réseaux existent et sont déjà rentabilisés par les transmissions professionnelles : les communications gratuites pour les usagers

Suite au verso

LE R.M.I A 10 ANS



Editorial

Déjà en 1996, nous avions participé aux mobilisations locales contre la tenue d'un pré-G7 dans notre ville, puis à la mobilisation nationale contre le G7 de Lyon. A l'époque, nous avions lancé un appel à la résistance internationale anticapitaliste. Les plans de casse des services publics et de la protection sociale n'en étaient qu'à leur début. 4 ans après, les dégâts causés par ces politiques sont patents et ni le chômage ni la misère ne sont en voie de disparaître, bien au contraire, dans cette europe presque exclusivement social démocrate.

Et les patrons n'en finissent pas de montrer leur arrogance : avec la loi Aubry sur les 35 H, qui représente une aubaine pour le patronat, l'occasion rêvée d'en finir avec les conventions collectives et d'instaurer la flexibilité. Avec de nouveaux plans sur les retraites (prolonger la durée de cotisation jusqu'à 45 ans ! instaurer des fonds de pensions côtés en bourse !) aussi.

C'est à Cologne que se tiendront, au mois de juin, une réunion du G8 et un sommet des chefs d'État européens. A cette occasion se développe une mobilisation internationale, autour de ces marches, contre l'internationale du capital. Aujourd'hui est venue l'heure pour nous de renvoyer l'ascenceur.

Tous à Cologne le 29 mai !

Dans cet esprit, nous avons donc décidé de rejoindre l'appel régional pour un mouvement international de résistance. D'abord parce qu'il regroupe un bonne partie de ceux avec qui nous travaillons depuis plusieurs années dans le mouvement social, que ce soit sur la lutte des sans papiers ou des chômeurs.

Mais c'est aussi parce qu'il est important que ceux qui tentent de résister tant bien que mal aux aggressions de l'État et du capitalisme se montrent unis dans leur résistance. Même si, comme tous les appels unitaires, certains aspects de cet appel peuvent nous sembler limités voire contradictoire avec notre démarche anarchiste (en particulier la demande de directive cadre de la commission européenne, sur la réduction du temps de travail, alors que nous refusons toute légitimitée aux institutions étatiques, que cette institution est très largement discréditée par sa corruption et son caractère technocratique).

Mais l'important est là : comme en novembre-décembre 1995 contre le plan Juppé, ce qui fera réellement changer les choses, ce sera la mobilisation de chacune et de chacun dans la lutte commune pour la libération, bien mieux que toutes les campagnes électorales ou politiciennes du monde. Agir, occuper la rue, tisser des liens de résistance...

La liberté d'expression bafouée par... un socialiste !

Après Le Pen, qui n'aime pas nos dessins... Après Debré, qui n'aime pas nos commentaires sur la police... C'est au tour de M. Pajon, maire PS de Noisy-le-Grand (région parisienne) de traziner le Monde libertaire devant les juges. Ce maire socialiste a permis à l'esxtrême droite intégriste de construire une chapelle dans sa commune.

Pour avoir dénoncé sa complaisance, notre hebdomadaire, le *Monde libertaire*, se voit une nouvelle fois menacé d'étouffement. Ce n'est en effet rien moins que 130 000 F que Pajon réclame en guise de dommge et intérêts. Qui disait que la liberté d'expression n'a pas de prix ? Pour notre journal sans subvention ni publicité, une telle condamnation représenterait la mort immédiate.

Sa plainte avait pourtant été rejetée en première instance à l'automne 98, tellement le dossier présenté par l'édile était vide et mal constitué. Mais le maire de Noisy-le-Grand a fait appel de cette décision et espère bien obtenir la peau de notre journal.

On sait que sortir du consensus bien pensant est un sport à risques pour la presse. L'acharnement judiciaire et donc la censure économique menacent en permanence les derniers journaux libres. L'extrême-droite se fait un devoir de traîner *Charlie-Hebdo* de procès en procès, mais d'autres revues sont régulièrement visées, d'autant plus facilement qu'elles sont moins connues.

Plus grave encore : ce garottage soft mais efficace des voix indésirables, fait des émules. Il y a eu les astreintes astronomiques contre un livre dénonçant les magouilles des chambres de commerce, il y a eu les biographies qu'on renonce à publier de peur de déplaire. Il y a désormais les élus locaux qui ne supportent pas la contestation chez eux. Il faut dire que la gauche au pouvoir semble avoir du mal à supporter les libertés qu'elle ne contrôle pas. En août 1983, le gouvernement socialiste envoyait ses CRS saccager les studios de *Radio libertaire*, coupable d'exister en dépit de la déferlante des radios-fric. Quinze ans après cet épisode glorieux de socialisme responsable, *Radio libertaire* continue à faire entendre sa voix sans maître en région parisienne (et elle a du faire face à un procès, un de plus, de la part de l'administration pénitentiaire, pour la déplaisante lecture à l'antenne de la lettre d'un détenu).

Pajon, qui passe pour rocardien, applique néanmoins parfaitement la méthode mitterrandienne. En effet, sa complaisance vis-à-vis du Font national et de l'extrême-droite apparaît bien à Noisy-le-Grand comme une manœuvre pour diviser la droite dans le seul but de préserver son emploi de député-maire. Pire encore : après avoir dit qu'il avait accordé le fameux permis de construire aux intégristes afin d'éviter des frais de justice à la municipalité, il se sert maintenant de l'argent municipal des Noiséens pour faire taire le *Monde libertaire*.

Le PS ne doit se faire aucune illusion. Même s'il croit qu'un Pajon coût moins qu'un CRS en termes d'images et de sondages, nous n'avons aucunement l'intention de laisser notre hebdo, le *Monde libertaire*, qui défend depuis plus d'un siècle les idées, les analyses et les propositions anarchistes, sombrer sous la censure hypocrite de l'institution judiciaire sans réagir. Ne serait-ce qu'en dénonçant les sales coups des socialistes contre la liberté d'expression.

Déserteurs de tous pays, unissez-vous !

La question de l'écrasement des populations du Kosovo ne peut laisser personne indifférent. L'origine de cette nouvelle boucherie est due à une conjonction d'idées que les anarchistes combattent :

- La notion de pureté ethnique : elle n'a aucun sens, tant l'humanité a été brassée depuis des millénaires.
- La notion d'homogénéité culturelle : on sait tout le mal que cela fait partout dans le monde.
- La volonté d'hégémonie religieuse : combien de massacres au nom des religions sous toutes les latitudes.
- La notion de territoire indivisible, prétexte à tant de guerres : les États-nations se forment généralement dans des bains de sang. Cela se passe toujours au détriment des populations, qui n'ont qu'à se soumettre.
- La concurrence impérialiste et terroriste de ces États-nations, dans leur volonté de renforcer ou d'étendre leur zone d'influence.

La population albanaise du Kosovo souffre donc aujourd'hui de ces tares : un État, la Serbie, son chef, Milosevic et la quasi-totalité des politiciens serbes. Une religion, la religion chrétienne orthodoxe. Des territoires kosovars revendiqués au nom du nationalisme serbe et de la défense d'un patrimoine « multi-séculaire » de monastères et autres vieilles pierres, comme ils le sont maintenant au nom d'un nationalisme kosovar, voire pan-albanais, créé de toutes pièces par 10 ans de domination serbe.

En fait de patrimoine, le principal qui sera légué aux générations futures qui vivront dans ces contrées, c'est celui de la terreur, des viols, des tueries, des bombardements et pour finir de l'exode. Depuis 10 ans, voire plus, existe en Serbie un processus d'oppression puis d'épuration ethnique au Kosovo, inauguré en 1989 par Milosevic. Ce qui est vrai au Kosovo, quelques années après le drame bosniaque, a lieu ailleurs dans le monde (Kurdistan, Rawanda, Sierra Leone, Soudan, Mauritanie, Afghanistan, Congo et Afrique centrale, Tibet, Palestine...).

Que cela se passe partout ne doit en rien relativiser ce qui se passe au Kosovo. Mais le fait est qu'une intervention internationale a lieu au Kosovo, alors qu'elle n'a pas lieu ailleurs, et qu'elle est menée par une alliance d'États occidentaux, l'OTAN, et non ce qu'il est convenu d'appeler la « communauté internationale ».

Cela doit nécessairement poser question, comme la volonté affichée d'imposer une force d'interposition emmenée par l'OTAN et non par l'ONU.

De fait, l'action combinée des USA et des États européens, juste au lendemain de l'intégration à l'OTAN de la plupart des anciens pays du bloc de l'Est (Hongrie,Pologne...), a été interprêtée par la Russie comme une agression directe de ce qui reste de sa zone d'influence dans la région, ce qui explique le soutien virulent affiché par Moscou au régime serbe. Un des derniers accés de l'impérialisme russe à la Méditerranée menace d'être coupé par l'impérialisme américain et européen. C'est à se demander s'il ne s'agit pas là de l'un des motifs réels des opérations militaires occidentales.

Les bombardement de l'OTAN ont eu pour effet immédiat d'accélérer le processus d'épuration ethnique et ont déclenché l'exode de centaines de milliers de personnes. Ils ont renforcé le narcissisme collectif de la population serbe, ont ressoudé une grande partie de la population autour de son dictateur. Elles empêchent maintenant l'expression de toute opposition au régime militaro-fasciste de Milosevic.

Cette guerre menée par l'OTAN ne vise pas, comme on veut nous le faire croire, le régime serbe (avec lequel les occidentaux se raccomoderont sitôt la crise passée, comme ce fut le cas après la guerre de Bosnie) ni même le potentiel militaire et policier serbe.

La zone de combat s'est étendue maintenant au Montenegro, et elle menace de s'étendre dans d'autres États limitrophes. Cette crise annonce d'importantes tensions avec la Russie et menace la paix future.

Comme d'habitude, ce seront les populations, serbes et kosovars ou autres, qui feront les frais des bombes et des massacres, tandis que politiciens et militaires s'en sortiront indemnes. Et nous ne seront jamais du côté de ces derniers mais de celui des déserteurs de tous pays.

Des papiers pour tous !

La gauche plurielle, après avoir réhabilité la « libre entreprise » et le profit auprès de son électorat pendant les septennats Mitterrand, se pare aujourd'hui de la tenue sécuritaire. Derrière un discours républicain se cache le nationalisme et des valeurs sécuritaires. Ce tte idéologie chère à J.-P. Chevènement tente d'unifier exploiteurs et exploités dans le même mythe fondateur de l'État français. Ce nationalisme soft a pour but l'union sacrée autour des valeurs de la République : Liberté, Égalité, Fraternité.

★ Leur Liberté, c'est laisser le dominant soumettre le plus faible.

★ Leur Égalité c'est permettre à certains d'être plus égaux que d'autres.

★ Leur Fraternité c'est tenter de rassembler une fraction de la population autour d'une pseudo-identité commune.

S'unir pour lutter

Une telle représentation de l'unité nationale n'est possible qu'à la condition de désigner à la vindicte populaire une frange de la population chargée de servir de bouc-émissaire responsable de toutes les tares de la société : chômage, précarité, délinquance...

Aujourd'hui, les travailleurs immigrés sans-papiers remplissent ce rôle.Taillables et corvéables à merci, privés de tous les droits, ils expérimentent la flexibilité-employabilité salvatrice que nos dirigeants nous promettent à grands cris.

Ne nous y trompons pas, les travailleurs clandestins sont indispensables au patronat : de nombreux secteurs de l'économie les exploitent ouvertement (la confection, le bâtiment, la restauration...).

Soumis bien souvent à des conditions de travail que ne renieraient pas les esclavagistes des siècles passés, ils sont de plus maintenus par l'appareil d'État dans la terreur d'une expulsion synonyme de mort, d'emprisonnement, de torture ou de famine, pour eux et leurs familles.

La dernière amnistie présidentielle accordée à leurs patrons (ces nouveaux négriers) montre l'empressement de l'État à maintenir ce volant de travailleurs exclus des droits sociaux les plus élémentaires pour le plus grand profit du patronat.

Les voici aujourd'hui répertoriés, fichés par l'administration, avec en prime, le risque accru d'une expulsion, seule réponse à leur lutte commune et revendicative pour sortir d'un ghetto de non droit.

Les travailleurs n'ont pas de patrie.

Anarchistes, ennemis du nationalisme, nous dénonçons la maîtrise des flux migratoires et le mythe de l'identité nationale. Nous revendiquons pour tous la liberté de circuler, de vivre et de s'installer sans considération de frontières.

★ Nous dénonçons le nationalisme sécuritaire qui avance masqué sous un discours républicain.

★ Nous condamnons la république qui s'accommode d'une égalité et d'une liberté de droit démenties par la réalité sociale.

Partout où ils sont investis (lieu de travail, quartier) les militants anarchistes continueront à apporter leur aide et à exprimer leur solidarité aux sans-papiers. La loi Chevènement, en criminalisant la solidarité (rejoignant ainsi les lois anti-ouvrières interdisant aux travailleurs de s'organiser pour se défendre), renforce notre détermination à exprimer activement notre solidarité.

La lutte des sans-papiers est notre lutte à tous.

★ Libération de tous les sans-papiers.

★ Régularisation de tous les sans-papiers.

★ Suppression des camps de rétention et autres zones de non-droit.

★ Arrêt des poursuites en cours.

Fédération anarchiste

Suite de la « une »

sont supportables dès maintenant par France-Télécom. A nous de l'imposer, comme nous devons imposer l'éducation vraiment gratuite, mais aussi l'eau potable et gratuite pour tous...

Le service public, c'est de l'eau pour tous, le service au public, c'est des de l'eau gratuite et de qualité pour tous, le service d'utilité sociale, c'est quand l'eau est gratuite et de qualité, en faisant payer les multinationales fabricantes de pesticides et en virant les politiciens qui, au nom de l'aménagement du territoire, transforment la Bretagne en une mare de nitrates. Il est temps de débarrasser le service public des politiciens, donc de l'État et de la logique de rentabilité financière, donc du capitalisme !

Union régionale bretonne de la Fédération anarchiste

Pour nous contacter :

- Ecoutez *La Voix sans Maître*, chaque vendredi de 20h à 21h sur Radio Campus -106,6Mhz.
- Ventes du Monde libertaire le dimanche à 11h30 au Marché de Wazemmes (Lille) et à 11h au Marché de l'Epeule (Roubaix).
- Ecrivez à : Fédération anarchiste : B.P. 79, 59370 Mons-en-Baroeul.